

Maroc, la victoire islamiste

Les défis actuels du pays sont l'établissement d'une nouvelle relation entre la monarchie et le gouvernement et l'intégration de toutes les forces politiques.

Zouhir Louassini

Le plus important des élections qui se sont tenues au Maroc le 25 novembre dernier n'en est peut-être pas le vainqueur, mais plutôt le taux de participation. Aux élections de 2007, il était de 37 %, alors que cette fois-ci, il dépassait 45 %. Certes, un plus grand pourcentage, mais insuffisant pour parler de participation massive, bien au contraire. La méfiance de la population marocaine vis-à-vis du jeu politique est manifeste, sachant que ces élections ont été présentées comme un point d'inflexion dans l'histoire de la démocratisation au Maroc.

Or, la grande abstention ne signifie pas que l'appel au boycott des membres du Mouvement du 20 février ou des islamistes du parti clandestin Justice et Spiritualité ait triomphé. Ceux-ci ont essayé de présenter l'aversion des Marocains aux urnes comme une réponse à leur convocation : une erreur d'approche et un coup dur à leur crédibilité, car malgré leurs appels réitérés à l'abstention, la participation est la plus élevée de toute l'histoire des élections dans le pays depuis l'accession au trône de Mohammed VI. Nous sommes tout au début du chemin qui conduit ce pays arabe à abandonner « le printemps » qui a couvert la région de révolutions, pour rejoindre le terrain de la stabilité. D'où l'importance de ces élections. Les timides réformes entreprises par le roi Mohammed VI seront dès aujourd'hui mises à épreuve, et seulement ainsi nous pourrions savoir s'il s'agissait ou non de mesures pertinentes. Le Maroc n'est pas encore sorti du tunnel et il serait illusoire de le penser.

Le triomphe des islamistes du Parti Justice et Développement (PJD) peut servir à dresser une nouvelle relation entre l'institution monarchiste et le gouvernement dans le cadre de la nouvelle Constitution : c'est là le véritable défi. La capacité du roi à se maintenir à l'écart du jeu politique servira d'indicateur pour mesurer le sérieux des réformes qu'il a entreprises. La récupération de la confiance des Marocains en l'importance de la participation politique doit être une fin en soi. La matérialisation de la fin d'une époque, qui ne peut se produire que s'il naît une nouvelle conscience qu'assume les changements de la société. Il doit se produire une rupture avec les pratiques

féodales caractérisant toujours le palais qui, par ailleurs, se trouve dans une impasse. Les tentatives continues d'influencer la vie politique à travers des partis créés par l'appareil du Makhzen et dirigés par ses anciens amis comme Fouad Ali el Hima et le Parti authenticité et modernité (PAM) en sont de bons exemples. Nous voici à l'aube d'une nouvelle étape dont l'importance doit être parfaitement comprise par le roi. Sa popularité et sa légitimité, point de rencontre de la plupart des Marocains, l'obligent à se positionner au-dessus des partis et des luttes politiques. Telle est la conclusion la plus importante qu'il convient de retirer de ces élections. Toute autre question appartient au développement normal d'un pays qui cherche sa voie vers une démocratie réelle, avec laquelle construire un développement et une justice sociale empêchant le résultat turbulent et sanglant que vivent les autres pays arabes.

Il est vrai que la victoire du PJD signifie en soi une transformation de la vie politique. Tout le monde sait que ce parti ne jouit pas des faveurs de l'élite gouvernante. La possibilité pour Abdelillah Benkirane, secrétaire général du parti, de prendre en charge la présidence du gouvernement, est le triomphe de la volonté d'une majorité qui, jusqu'à présent, n'avait jamais été entendue. Si à cela, nous ajoutons la capacité du parti à renouveler son discours islamiste et à le faire progresser pour s'adapter à la volonté des Marocains, également pour tranquilliser les Occidentaux, nous avons de bonnes raisons d'être optimistes. S'agissant de l'un des partis rattachés à l'islam politique, il a fait preuve de flexibilité, ce qui le rapproche grandement des aspirations de son équivalent turc, qui a pu avec Recep Tayyip Erdogan reformuler une idéologie qui avait disparu derrière les harangues extrémistes.

Évidemment, il serait vain de tenter d'analyser ce qui se passe au Maroc sans le resituer dans un contexte régional. Les réformes lancées par le roi n'auraient jamais été mises en œuvre aussi vite sans les révolutions en Tunisie et en Égypte. Les changements qui avaient été promis à la fin du règne de Hassan II avaient fortement baissé en cadence. La méfiance cumulée et la sensation que le « processus démocratique » n'était en réalité qu'une simple tentative dissimulée, de la part du régime, de conserver

ses privilèges, avaient situé le Maroc au bord d'une crise qui aurait pu le conduire à un contexte similaire à celui que connaissent d'autres pays arabes. Pour cette raison, il convient de considérer que les mesures adoptées par le roi à travers la nouvelle Constitution, avec tous leurs défauts, ont permis de franchir une étape critique, même si elles ne mettent pas totalement fin à la crise.

Immédiatement après les élections, des milliers de manifestants sont sortis dans les rues pour exprimer leur indignation. Beaucoup d'entre eux pensent que les réformes constitutionnelles, et les référendums et les élections qui en découlent, ne sont que la continuation d'une même farce, dont la seule fin est de conserver les choses au même point : le véritable pouvoir se retrouve entre les mêmes mains, celles du roi. Ils revendiquent que toute la légitimité du pouvoir émane de la volonté du peuple, ce que le régime a toujours tenté d'éviter. D'où le manque de confiance, qui n'a pourtant pas conduit à une rupture définitive ni à la revendication de la chute du régime comme dans d'autres pays arabes. L'existence d'une force d'opposition et d'un roi condescendant peut être la recette efficace pour progresser dans la voie de la démocratisation. Sortir du tunnel dépend principalement de la capacité des autorités marocaines à traiter les protestations, qui se poursuivront, sans recourir à la violence excessive qui a souvent caractérisé les interventions du régime.

Assimiler la vague de protestations menée par le Mouvement 20-F en tant que partie prenante de la politique peut encourager à nouveau le processus de réforme. Le comportement du nouveau gouvernement, présidé par les islamistes du PJD, peut être crucial pour mesurer le sérieux du discours officiel dans la construction du processus politique, surtout lorsque Justice et Spiritualité, le plus présent et organisé de tous les courants de protestations au Maroc, appartient à la même idéologie, l'islam politique.

La véritable difficulté réside peut-être précisément dans la façon de traiter avec cette organisation. Depuis ses débuts, il a été compliqué de l'assimiler, c'est pourquoi il devient difficile de comprendre le phénomène. Ses caractéristiques l'assimilent parfois à un mouvement religieux plus proche du mysticisme, avec un langage prémonitoire : les augures de son leader, Abdessalam Yassin, remplissent les pages imprimées qui circulent entre les mains de ses adeptes. Dans d'autres circonstances, son idée de la justice sociale et certaines de ses thèses sur la monarchie teintent plutôt son discours d'une approche révolutionnaire. Nadia Yassin, fille du leader du mouvement, dans l'une de ses rencontres avec les médias, en a appelé à établir une république au Maroc. Si à cela nous ajoutons l'immense pouvoir de mobilisation dont il jouit, au regard de ses manifestations largement suivies, nous nous trouvons devant une sorte d'opposition difficile à contrôler, dont les ambitions sont même difficiles à com-



Abdelillah Benkirane, secrétaire général du PJD, et nouveau premier ministre du Maroc. Novembre 2011. / AP/ABDELJALIL BOUNHAR

prendre. Il est vrai qu'en tant qu'organisation, le mouvement a été capable de s'implanter profondément dans les rouages de la société, en offrant des services sociaux et sanitaires aux classes les plus marginalisées par l'État.

La victoire du PJD peut être utile si l'on parvient à trouver la manière de rapprocher normalement l'organisation Justice et Spiritualité de la vie politique. Il se peut que le nécessaire processus d'intégration soit même plus facile, compte tenu de ses affinités idéologiques. Pour désactiver la bombe à retardement qui menace l'avenir du Maroc, un dialogue s'impose avec Justice et Spiritualité, qui à ce moment historique et décisif constitue une pièce fondamentale du puzzle. Les défis auxquels le pays doit faire face ne doivent laisser personne à l'écart. Si l'on veut être une démocratie, il faut apprendre à tous les citoyens à cohabiter dans la différence. Tel est le véritable défi que doivent relever tous les Marocains dans les années à venir. ■